

<https://web.sntrscgt.fr/spip.php?article2825>

EN BREF N°511 : Implantation de Total au coeur de l'Ecole Polytechnique : Un danger pour l'indépendance de la recherche, un déni de démocratie

Date de mise en ligne : jeudi 6 février 2020

- PUBLICATIONS - En Bref -

Copyright © SNTRS-CGT - Tous droits réservés

Implantation de Total au coeur de l'Ecole Polytechnique : Un danger pour l'indépendance de la recherche, un déni de démocratie

L'École Polytechnique a conclu, dans la plus grande discrétion, un accord avec le groupe Total. L'accord prévoit l'implantation du groupe Total au coeur même de l'école, avec la construction d'un bâtiment destiné à accueillir 300 à 400 personnes, dont la direction du département Recherche et Développement de Total. Le but affiché de Total est de tisser des liens avec les élèves polytechniciens. Parallèlement, Total propose de créer une chaire, intitulée « Défis Technologiques pour une Industrie Responsable », allouant 3,8 Millions d'euros sur 3 ans.

Ainsi, une école publique, censée former des hauts cadres de la république qui doivent travailler pour l'intérêt général, laisse s'implanter en son sein les intérêts privés plus guidés par la recherche du profit que par l'intérêt général.

Total : une entreprise éco-responsable ?

TOTAL, grande entreprise du CAC40 a versé en dividendes et en rachat d'action plus de 10 Milliards d'euros en 2018 et est fière d'annoncer une augmentation de 6 % des dividendes par an dans les années à venir. Cette entreprise organise des montages financiers, via notamment 166 filiales dans des paradis fiscaux, lui permettant d'échapper à l'impôt. Elle contribue ainsi à miner les politiques publiques et la République. Total continue à miser sur l'extraction de pétrole et de gaz partout sur la planète, de l'Arctique à l'Afrique, et est le plus gros émetteur de gaz à effet de serre du CAC40. Le financement de cette chaire relève ainsi d'une pure stratégie de greenwashing. Les 3,8 millions d'euros de cette chaire ne sont qu'une goutte d'eau par rapport aux milliards d'euros investis par Total dans l'extraction de pétrole et de gaz, comme, par exemple, l'acquisition des gisements de pétrole d'Anadarko en Afrique en 2019, pour 8,8 Milliards de dollars. De façon générale, Total ne consacre que 5 % de ses investissements au secteur « bas carbone ». Cette même entreprise est celle du CAC40 qui dépense le plus en lobbying à Paris, ce qui lui permet par exemple de continuer à bénéficier d'exonérations fiscales pour l'importation d'acides gras de palme, utilisés pour ses agrocarburants, contournant ainsi la loi votée à l'Assemblée Nationale.

L'implantation de Total au sein de l'Ecole Polytechnique est le symptôme d'une interdépendance généralisée des hauts cadres de l'État avec les puissances privées : dès leur formation **les élèves sont encouragés à défendre l'intérêt de groupes privés comme Total, au détriment de l'intérêt général.**

Cette démarche de Total est à rapprocher de celle de BNP-Paribas, qui a décidé de financer une licence universitaire pluridisciplinaire sur le développement durable au sein de l'université Paris Sciences Lettres, tout en finançant massivement des projets liés aux énergies fossiles. Il y a donc une offensive généralisée des entreprises privées pour la prise de contrôle de l'Enseignement Supérieur et la Recherche avec le risque que le travail de recherche soit orienté par la course au profit. Le développement de telles chaires avec des grandes entreprises privées signe une privatisation rampante de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui est extrêmement dangereuse : **c'est l'indépendance et la liberté académiques qui sont menacées par le développement de ces chaires** ; c'est aussi un déni de démocratie quand les priorités d'enseignement et de recherche en viennent à être dictées par des intérêts privés.

A l'école Polytechnique, les étudiants se sont mobilisés et un sondage réalisé en interne a recueilli 61 % de voix contre ce projet.

Le SNTRS-CGT désapprouve l'implantation de Total au sein de l'École Polytechnique. Il encourage les personnels des EPST travaillant dans les laboratoires de Polytechnique, et plus généralement de l'Institut Polytechnique de Paris, à se mobiliser pour, ensemble avec les élèves de Polytechnique, faire échec à ce

projet.

Ref :

<https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/total-les-quatre-chiffres-qui-resument-sa-toxicite-pour-les-gens-et-pour-la#nb1>

https://www.mediapart.fr/journal/france/100120/l-ecole-polytechnique-partiellement-privatisee-au-profit-de-total?page_article=2

<https://www.greenpeace.fr/huile-de-palme-jusquou-le-gouvernement-defendra-total/>

Une pétition : <https://350.org/fr/nicolas-hulot-denonce-limplantation-de-total-a-polytechnique/>



En Bref n°511 du 6 février 2020